

Journal anarcho-syndicaliste

BP 48 - 54002 NANCY CEDEX

Confédération Nationale du Travail

Association Internationale des Travailleurs

ÉDITORIAL

Consensus : serait-ce le mot (maux) du mois ? Explications.

À la suite de janvier, le mois de février, à Nancy, a encore été le théâtre des actions directes élaborées par le Collectif Unitaire de Lutte contre le Chômage et la Précarité afin qu'enfin ses revendications soient entendues : occupations diverses (CNPf entre autres), visites multiples (siège de la Fédération du PS, ...), réquisition d'un bâtiment inoccupé (l'ancienne Chambre des Métiers) pour en faire un lieu de vie et de solidarité (cf. article Pour une Bourse du Travail ?). De ces différentes manifestations (cf. article Lutte des chômeurs) force est de constater que la réception n'a eu que peu de rapport en regard des attentes qu'elles suscitaient : volonté de faire jouer la force, ou encore s'entendre systématiquement répondre (comme durant l'entrevue avec le député PS Mangin) que ces situations - celles des chômeurs et des précaires - étaient intolérables, que le gouvernement ou les autorités compétentes s'en occupaient prioritairement, mais que c'était un travail de longue haleine. En bref n'attendez rien tout de suite. Or, ce sont justement tous ceux qui, aujourd'hui, font ces réponses qui sont responsables (1981-1995, 1993-1997) de cet état de fait, du choix, par le politique, de l'augmentation du chômage comme moyen de modernisation de l'économie française (cf. Philippe Labarde/Bernard Maris, Ah Dieu ! que la guerre économique est jolie !).

Naturellement, la CNT défend ceux qui, prioritairement, s'attaquent à la logique de ce système qui place les inégalités et la précarité au cœur de cette société. Or, à la suite de l'intervention gouvernementale : « trop, c'est trop, ne mettons pas en danger les uns (le patronat et ceux qui s'en mettent plein les poches et non pas les salariés comme on a voulu nous le faire croire) pour donner à d'autres », un consensus s'est dégagé, très largement répandu par les médias, ceux-ci se chargeant du même coup de tenter de discréditer le mouvement : il faut savoir arrêter un spectacle ! Cela ne nous surprend guère (cf. Serge Halimi, Les nouveaux chiens de garde). Parallèlement, le consensus mou a l'occasion de s'exprimer à nouveau à Nancy avec la visite de Mégret qui y est attendu le 6 mars. Il sera reçu ; mais certainement pas par ceux qui vont une nouvelle fois manifester à cent lieues de son rendez-vous et qui ont autorisé les chômeurs à prendre la parole contre la promesse de ne pas faire allusion à leurs revendications qui pourraient blesser le PS et la CFDT.

Toutefois, l'article A propos du FN démontre une nouvelle fois à ceux qui ne le sauraient pas encore que le fascisme sait s'habiller des modes de lutte révolutionnaire, épouser le discours soi-disant modéré des capitalistes BCBG (ne sont-ce pas eux les plus violents ?) afin de faire passer ses idées réactionnaires, racistes, inégalitaires, ... jusqu'à la prise du pouvoir.

LA CNT DÉFEND TOUS CEUX QUI RÉCLAMENT UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE, PLUS SOLIDAIRE, JUSTE ET SOLIDAIRE. CEUX QUI RÉCLAMENT DES DROITS ; DES DROITS, OUI ! CAR NOUS N'AVONS PAS DE DEVOIRS FACE AUX INÉGALITÉS CROISSANTES QUE SÉCRÈTE UN SYSTÈME QUI, AVEC L'AMI (cf. Le Monde diplomatique, février 1998), NE SE CACHE MÉME PLUS.

A PROPOS DU FN

Une analyse des stratégies du FN en regard à l'histoire des mouvements fascistes. Sa position traditionnelle face au capital.

Ce texte est une tentative de synthèse du débat organisé par Ras-le-Front à Nancy (FN et Syndicalisme, le 5/12/97), et de la réunion organisée par le syndicat CNT de la communication sur les méthodes et les moyens de lutte de la CNT contre le FN.

À travers le slogan « Derrière le fascisme se cache le capital, la lutte anti-fasciste est internationale », la CNT n'adopte-t-elle pas l'analyse de la III^{ème} Internationale des années 30, qui considère le fascisme comme « la matraque du capital » ? Or, cette analyse, à elle seule, n'a pas permis de comprendre la spécificité du Nazisme et, surtout, ne l'a pas empêché d'arriver au pouvoir malgré la présence en Allemagne du plus puissant Parti Communiste de l'époque.

Il faut donc préciser la nature historique du nazisme. Celui-ci s'est construit à partir de la pensée réactionnaire de l'aristocratie prussienne du XIX^{ème} siècle, pensée élitiste avant tout, attachée à une société figée, une pensée d'« ancien régime » dont le credo est la justification et le maintien de l'inégalité des individus, des ordres sociaux, des races. À cela, on peut ajouter un courant philosophique et artistique qui prône la mise en harmonie avec la nature, la race pure, etc. Il s'est développé en tant que force politique à l'occasion des « crises » (qui ne sont que des étapes nécessaires) du capitalisme (conséquences de la guerre de 1914-1918, krach boursier de 1929) sur le terrain du chômage et de la misère qui s'en suivit, en proposant à la société de se restructurer autour de l'idée de nation et d'ordre social. Pratiquement, le fascisme et le nazisme parviennent au pouvoir après deux phases de développement :

- Une première phase révolutionnaire et ouvriériste, singeant la forme dominante du mouvement ouvrier de son époque (national-socialisme en Allemagne, national-fascisme en Italie) ;
- Une seconde phase, celle de l'exercice du pouvoir, où, après avoir liquidé les forces révolutionnaires de ses rangs, il met en pratique son idéologie inégalitaire et rejoint, alors, beaucoup plus clairement les intérêts d'une certaine partie du capitalisme.

Bien entendu, cette description est schématique dans le sens où, même dans sa première phase de développement, le parti fasciste utilise l'argent des capitalistes sympathisants, mais elle permet de cerner une contradiction interne que nous retrouvons dans la politique actuelle du FN.

En effet, il y a dans le FN le conglomérat fondateur incarné par Le Pen : poujadistes, petits commerçants réactionnaires, petits patronats effrayés (actuellement) par la mondialisation économique, tous opposés aux conventions collectives, fraternisant avec les catholiques intégristes, les royalistes, bref, la tendance ancien régime traditionaliste. Nous voyons, depuis peu, s'exprimer un autre courant plus « socialisant ». À la suite des grèves de novembre-décembre 1995 et de débats internes qui ont suivi, une partie des militants du FN a considéré que la condamnation d'un mouvement social de cette ampleur était une erreur d'analyse et surtout de tactique ; car elle rendait impossible une condition indispensable à la

conquête du pouvoir : l'utilisation d'une base populaire d'aspiration révolutionnaire. C'est pourquoi le FN tente d'investir le champ syndical : il présente des listes aux élections prud'homales et s'attaque aux centrales syndicales avec les mêmes critiques que la CNT (dénonciation des permanents, de la bureaucratie syndicale, etc.). Bruno Mégret, ex-RPR, semble être le chef de file de ce courant. Comme par hasard, lors d'un déplacement en Allemagne, Le Pen choisit la veille (ou l'avant-veille) des élections prud'homales pour qualifier de nouveau le génocide des juifs de détail, alors qu'il a déjà été condamné pour ces propos. Ce faisant, il indique à la composante traditionnelle du FN que cette évolution de son parti en direction de la classe ouvrière n'est pas une remise en cause du caractère élitiste et raciste de celui-ci. Ainsi, il assume le rôle du chef, garant de l'idéologie de son parti, et n'hésite pas à prendre des risques. On pourrait penser que cette démarche contradictoire amènera une crise au sein du FN : rivalité de doctrine, rivalité d'aspirant chef ; mais ce serait oublier que le FN est avant tout une entreprise de conquête du pouvoir qui sait parfaitement amalgamer les populations comme les bourgeoisies du faubourg S^t Honoré avec les jeunes skins, tous unis dans le culte du chef. Le contenu du programme du FN n'a pour fonction que de proposer des solutions simplificatrices (3 millions de chômeurs - 3 millions d'immigrés, etc.) ; et ce programme reste avant tout soumis aux opportunités tactiques : le petit patron opposé aux conventions collectives peut fort bien laisser la place, si besoin est, au militant syndical CFNT ou autre réclamant des conventions collectives... !

Le relatif insuccès du FN aux élections prud'homales, aussi bien dans le collège patronal que salarié, semble témoigner qu'il ne dispose pas encore d'une assise suffisante

dans le milieu salarié et que les patrons ne le considèrent pas encore comme un recours souhaitable, voire une alternative probable. Cela confirme, au passage, que le FN ne représente pas plus de 10% du monde ouvrier, contrairement à ses prétentions. D'un autre côté, bon nombre de thèmes du FN sont repris par différents organes de pouvoir : le nationaliste « Producteurs Français » du Parti Communiste est encore dans toutes les mémoires ; la collaboration de classe dans l'intérêt de la nation est présente dans la doctrine sociale de l'église, c'est devenu l'essence même de la CFDT ; elle est présente depuis longtemps chez les gaullistes (la « participation ») ; l'étranger, considéré comme présentable et acceptable sur le sol français à la seule condition d'être profitable à l'état, c'est dans le rapport Weil, dans le projet Chevènement et dans les conceptions « humanistes » du PS. La droite et la gauche n'hésitent pas à utiliser les thèmes de l'insécurité et de l'immigration pour engranger des voix. Finalement, le FN est devenu le « créatif » de la vie politique française !

Il ressort de tout cela que le FN est dangereux en lui-même, par sa capacité à rassembler des courants multiples ; il l'est également par sa capacité à diffuser des thèses fascistes considérées comme allant de soi dans la société civile. On ne peut donc se contenter de lutter contre le FN en s'imaginant se débarrasser de lui et du fascisme par un même combat.

La lutte directe contre le FN est nécessaire et délicate. Nécessaire car, si le FN « tenait la rue », il en serait indérégable (tous les partis fascistes ont procédé de cette manière). Donc, chaque intervention publique du FN doit être combattue afin de manifester une opposition radicale à son existence. Dans ce registre, les différents collectifs

anti-fascistes, même si la plupart sont incapables de dépasser une analyse du FN comme parti anti-humaniste, ont, cependant, contribué à établir un rapport de force collectif. Cette lutte directe est délicate car le FN tire également profit de la réprobation qu'il provoque. Un électeur écœuré par les partis et les trahisons successives, sera enclin à voter pour un parti qui renverse tous les autres et que tous les autres condamnent. « Au moins, le FN ne fait pas partie de la bande ». Un autre aspect délicat, si l'on veut dépasser les pratiques symboliques, est le recours éventuel à la violence. Mais a-t-on une marge d'action sans y recourir ? Et comment y recourir sans faire le jeu du Front National ?

Nous avons mentionné plusieurs thèmes développés par le FN et repris par différentes organisations : le nationalisme, la collaboration de classe, la xénophobie, l'insécurité. Ils peuvent tous être analysés et combattus en utilisant une analyse libertaire anti-capitaliste. En effet, quant à la xénophobie, la présence, même en grand nombre, d'étrangers sur le sol français n'est pas problématique. Plus nous serons nombreux, moins nous aurons à travailler ; ce n'est pas la quantité de richesses qui est en jeu, c'est leur non répartition.

Par contre, des « valeurs » plus spécifiquement fascistes comme la conception d'une société basée sur l'inégalité, le culte du chef, la négation de l'individu sont issues du capitalisme. Tout comme les partis fascistes n'hésitent pas à adapter leurs thèses aux opportunités d'accès au pouvoir, de son côté, le capitalisme a également une grande capacité à s'adapter aux conditions politiques. Les deux systèmes ont leur propre logique : ils peuvent, suivant les tactiques employées, se combattre ou coopérer. Il n'y a pas de déterminisme à ce niveau.

Pour conclure (?), le slogan « Derrière le fascisme se cache le capital » n'est pas faux, puisque, en fin de compte, un parti fasciste au pouvoir ne remet pas en cause le fonctionnement du capitalisme. Mais ce slogan ne décrit pas le processus d'arrivée au pouvoir du fascisme. Le parti fasciste n'est pas « la matraque du capital », il n'est qu'une matraque. Le capitalisme, de son côté, en présentant la loi du marché comme une évidence insurmontable, vérité révélée, n'a rien à lui envier dans le registre des pensées totalitaires.

DERNIERE MINUTE

Le 6 mars, la manifestation, partie du centre ville, pour rejoindre le lieu de réunion du FN à Laxou, s'est déroulée une nouvelle fois dans le calme. Forte d'une centaine de participants, elle a été contrainte de jouer au « chat » et à la souris avec la police venue l'empêcher d'approcher le fasciste Mégret. L'attitude des autres organisations n'a pas permis d'empêcher la réunion. Or, dans le même temps, à Tonnoy, la mobilisation d'une partie de la population devant la salle réservée par le FN pour un soir, a eu l'effet inverse : les fascistes ont eu peur et ne sont pas venus.

Dans ce numéro

Editorial

Le mouvement des chômeurs

La lutte contre le FN

Une bourse du travail à Nancy ?

Divers



LUTTE DES CHÔMEURS

« Je vous ai écouté, nous allons réfléchir à votre problème » ou de l'efficacité de ceux et celles qui se prétendent nos « décideurs ».

Depuis plus d'un mois maintenant à Nancy, le Collectif Unitaire de Lutte contre le Chômage et la Précarité se bat pour qu'enfin, on règle concrètement les problèmes urgents que rencontrent les milliers de personnes sur Nancy et ses environs qui sont en état de chômage et/ou de précarité.

Et d'abord, quels sont ces problèmes ? Ils ont été résumés en une quarantaine de revendications rédigées lors de la première occupation de l'ANPE du Bd Joffre le 07 janvier 98. Ces revendications, tous les élus et représentants de tout bord, vu leur sérieux affiché et leur qualité de « responsables » en ont sans aucun doute pris connaissance. Parmi ces revendications, il y en a au moins trois que les « décideurs » locaux pourraient très facilement mettre en place :

- l'attribution d'une carte santé gratuite ;
- un accès aux transports gratuit ;
- la mise à disposition d'une maison des associations en rapport avec la lutte contre le chômage, la précarité et plus généralement contre les inégalités.

Et bien voici les premiers résultats des discussions engagées entre le Collectif et ces bonnes gens :

Au conseil général, le 06 février (carte santé + transports gratuits) : on juge suffisant de nous recevoir dans le hall d'entrée, très cosy, c'est vrai (et qui a coûté combien déjà ?). Alors que les 41 élus sont présents au premier étage et que la délégation de 15 personnes du Collectif se trouve au rez-de-chaussée au même moment, on nous dit que ce n'est pas possible de se rencontrer tous ensemble le jour même. Le président du conseil général, M. Baudot, est subitement absent des locaux alors qu'il était là 5 mn avant et était au courant de notre présence.

Toutefois, il faut signaler que certains élus se sont donnés la peine de descendre les escaliers, de nous écouter et de réfléchir à nos problèmes...

A la mairie (maison des associations) à deux reprises, les 20 janvier et 13 février 1998, on nous refuse, au faciès, le droit d'entrée dans l'édifice public. Une délégation est malgré tout acceptée et s'entend dire : « Le maire M. Rossinot, n'est pas là... », « Quand vous serez 2000 chômeurs devant les fenêtres on y repensera... », « Si vous n'êtes pas contents, changez de ville... », « Il n'y a aucun endroit sur Nancy pour accueillir une maison des solidarités ». Toutefois, les représentants de M. le maire se sont quand même donnés la peine de nous écouter et de réfléchir à nos problèmes... La mairie sait aussi faire murer les endroits que nous trouvons à sa place.

Quant à la préfecture, la délégation de chômeurs/précaires s'entend répondre : « Le préfet, M. Denis, n'est pas là... », « Qui sont ces guignols qui constituent cette soi-disant délégation, nous voulons discuter avec des personnes responsables ». Cependant, il est vrai que la préfecture avait pris sur elle de convoquer une cellule de crise le 08 janvier 1998 qui nous a écoutés et promis de réfléchir à nos problèmes. La préfecture sait aussi envoyer plus de 100 policiers en plein hiver pour nous déloger de la Maison rue Schmitt le 07 février 1998 à 6h00 du matin par -7°C dehors.

Bilan de ces rencontres :

- 1- Gratuité de la carte santé : on y réfléchit.
 - 2- Gratuité des transports en commun : le pass anciennement à 20 F, passe à 15 F : un progrès inestimable, une action directe et concrète d'une répercussion incalculable ! Signalons au passage que la possibilité de ce pass à prix réduit n'est même pas indiquée dans les dépliants de la compagnie de bus (CGFTE).
 - 3- Maison des associations. Réponse : deux expulsions (rue Schmitt et rue Mont Désert), deux immeubles murés.
- Bref, au travers de ces différents contacts avec les « décideurs » locaux, le Collectif aura appris qu'ils savent dire qu'ils ont écouté. Ils savent dire qu'ils savent réfléchir (à notre place). Ils savent dire aussi qu'ils sont très pris et qu'ils n'ont pas le temps. Ils savent dire encore que tout n'est pas si simple et aussi que ce que nous demandons n'est pas possible par manque d'argent.

On aura pu apprécier également leur volonté affichée de régler au mieux nos problèmes (qui ne sont pas les leurs bien sûr) et qu'ils savent prendre leurs « responsabilités » sur le problème du chômage et de la précarité, en particulier lorsqu'il s'agit de nous faire expulser et de faire murer les immeubles.

Après cet état des lieux, voici ce qu'on pourrait dire à Mesdames et Messieurs les élus et représentants de tout bord : Nous aussi, nous vous avons écouté et nous avons réfléchi à votre problème ! Votre emploi du temps est très chargé (au passage, pensez donc à le réduire, ça fera des emplois !) et c'est vrai que des problèmes autrement plus importants que celui du chômage et de la précarité vous occupent à la fois l'esprit, le temps et surtout l'argent du peuple dont vous disposez ; c'est vrai que vous devez financer entre autres :

- de nouveaux véhicules de transport en commun (encore) ;
- la création d'un boulevard Nord-Sud à Nancy ;
- la rénovation du stade Marcel Picot ;
- un énième réaménagement du quartier gare ;
- un TGV Est ;
- l'organisation de réceptions pour Miss France ;
- etc.

...et aussi que vous devez penser à votre réélection future.

Votre problème Mesdames et Messieurs les élus et représentants de tout poil, c'est de croire qu'il est plus urgent de mettre le fric du peuple dont vous disposez grassement dans toutes ces chimères plutôt que dans de véritables projets sociaux qui répondent aux besoins vitaux de toute une population qui vit tous les jours dans le souci du lendemain. En ce sens, Mesdames et Messieurs, vous réalisez là la première des violences et elle est de taille. La seconde, tout aussi répressive, c'est votre acharnement à refuser toute autonomie et responsabilité des personnes en usant du pouvoir qui vous est malheureusement conféré.

Vous voilà donc deux fois violents Mesdames et Messieurs les « élus et représentants ».

Pensez-y donc pour les jours futurs...

POUR UNE BOURSE DU TRAVAIL ?

Le 17 Janvier 1998, le Collectif Unitaire de lutte contre le chômage et la précarité prenait possession d'un immeuble vide appartenant à la mairie.

Aussitôt, on pouvait entendre résonner deux sons de cloches :

- L'un, plutôt réformiste,
- L'autre, partisan de « l'action directe ».

Les premiers, chantres des négociations avec le pouvoir en place dans ses différents cabinets criaient à l'absurdité de la situation, parlant de révolution à 2F50... Les seconds, ceux qui en définitive avaient fait le coup de force en pénétrant dans les locaux inoccupés du 2 rue du Dr Schmitt, hésitaient entre différentes dénominations : Maison des Associations, Bourse du Travail, Maison des Chômeurs, ou encore, Maison de Lutte contre le Chômage et la Précarité.

Ces hésitations sur ces diverses appellations peuvent sembler purement formelles et quelque peu en décalage quant à la réalité de la lutte des chômeurs et, pourtant, elles ferment des différences fondamentales quant au mode organisationnel du Collectif.

Cependant, avant de tenter de définir les particularités inhérentes à chacune de ces appellations ; nous allons tenter d'expliquer pourquoi il était nécessaire de s'approprier des locaux.

De la nécessité d'une maison.

La lutte des chômeurs et des précaires s'inscrit à Nancy, comme ailleurs, dans le cadre plus que centenaire du « Mouvement ouvrier ». Il nous a dès lors semblé intéressant de nous pencher sur les réalités historiques du mouvement ouvrier, ceci afin d'éclairer notre lanterne. Nous vous proposons un extrait de l'appel lancé par l'« Ordine Nuovo » (mars 1920) de Turin et signé avec le Groupe Libertaire Turinois, par la commission exécutive de la section Socialiste de Turin, par le comité d'étude des conseils d'usine turinois, par l'« Ordine Nuovo » :

« Ouvriers, vos patrons, vos ennemis cherchent à répandre aujourd'hui le problème de la conservation dans leurs mains du pouvoir social par création d'un système national et mondial qui garantisse le profit sans travail, qui défende leur activité absolue, qui leur permette de vous repousser, lorsqu'ils en auront la force, dans l'abîme d'obscurité et de misère dont vous voulez sortir à tout prix. Votre volonté et votre conscience d'hommes se rebellent. Mais cette rébellion restera stérile, s'épuisera en vaines tentatives de révoltes sporadiques, facilement maîtrisables, difficilement dirigées vers un but durable, si vous ne parvenez pas à renouveler les formes de la lutte que vous voulez entreprendre, qui s'étend toujours plus et devient âpre et difficile. Vous devez passer de la défense à la conquête, tout le monde vous le répète, mais comment ? Les organismes de résistance, qui vous ont conduit jusqu'à présent, où vous vous réunissiez par catégorie et par métier, ont-ils en eux-mêmes la possibilité de se transformer valablement vers les nouveaux buts, vers les nouvelles méthodes de lutte ? Tout d'abord leur cristallisation dans une forme bureaucratique est très nuisible. Elle les empêche de répondre directement aux besoins, à la volonté, à la conscience des masses, qui aujourd'hui, en période révolutionnaire se transforme rapidement. Et de plus : la lutte de conquête doit être menée avec des armes conquérantes et non plus de défense seulement. Une nouvelle organisation doit se développer, comme opposition directe aux organismes de gouvernement des patrons. Elle doit donc naître spontanément sur le lieu de travail et réunir tous les travailleurs car tous, en tant que producteurs sont soumis à une activité qui leur est étrangère et dont il doivent se libérer. Le pouvoir des patrons prend sa forme concrète dans les organismes qui régissent la production capitaliste. La volonté de votre classe aussi doit se concrétiser dans une forme d'organisation qui adhère aux processus de la production, et dans laquelle chacun de vous soit amené à acquérir la capacité d'auto-gouvernement ».

Il est clair qu'au départ, les chômeurs étant inorganisés, la plupart du temps déstructurés socialement, le mouvement ne pouvait démarrer qu'à l'initiative d'organisation pré existantes, mais rapidement, il a dépassé ces

organisations et a donc éprouvé le besoin naturel d'avoir une existence propre, indépendante.

Comme le souligne l'appel de l'« Ordine Nuovo », « une nouvelle organisation doit se développer ». Mais pour se faire, encore faut-il briser la barrière de l'individualisme et créer la possibilité d'un rencontre régulière entre tous les acteurs de mouvement, afin de mettre au point des tactiques de lutte, de tenir des a s s e m b l é e s

générales souveraines.

Dès lors, l'idée de la nécessité d'occuper une « maison » s'est tout naturellement imposé à l'esprit du Collectif en lutte.

L'habit ne fait pas le...

Revenons à présent aux problèmes fondamentaux soulevés par les différentes dénominations possibles pour cette maison.

Commençons par la « Maison des Associations ». Cette appellation contient, en son sein, un problème coriace : le mot Association. En effet, le Collectif de lutte contre le chômage et la précarité n'a pas le statut d'association et ceci pour une raison bien simple : ses modes d'action (occupation d'organismes publics ou privés) sont pour la plupart du temps illégaux. S'ériger en association équivaldrait à signer l'arrêt de mort du collectif, car il serait immédiatement attaqué en justice. Le collectif, en tant que tel serait dès lors exclu de sa propre maison.

La « Maison des Chômeurs » à présent. L'Histoire du mouvement ouvrier ne dit-elle pas qu'il faut « réunir tous les travailleurs » ? Nous ne considérons pas la condition de chômeur comme un statut en soi, mais comme un état de fait qu'il faut dépasser. C'est avec le concours de tous les travailleurs que nous y arriverons.

Ensuite vient la « Maison de Lutte contre le Chômage et la Précarité ». Elle présente l'avantage d'être plus précise que la « Maison des Associations » et plus large que la « Maison des Chômeurs ». Mais ce serait oublier que les revendications du collectif vont plus loin que la lutte contre le chômage et la précarité (juste redistribution des richesses).

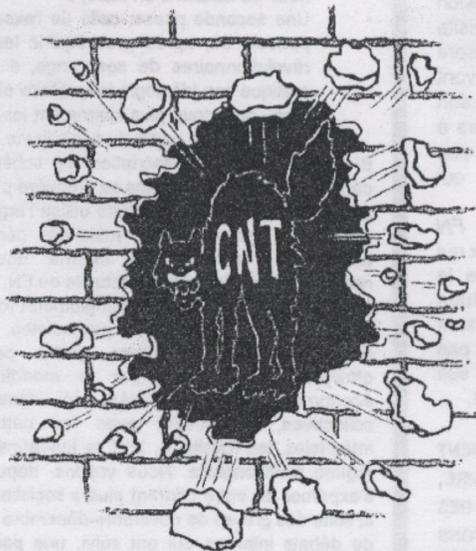
Et la Bourse du Travail ?

Reste la « Bourse du Travail ». Son organisation, inspirée par Fernand Pelloutier est définie au congrès constitutif (Saint Etienne, 1892) de la Fédération des Bourses du Travail et a pour base première l'existence des relations qui découlent entre les travailleurs appartenant à diverses professions, de la vie dans un même lieu. « Les liens locaux sont toujours sous-estimés car trop faciles à constater » (F. Pelloutier). Et pourtant, les ouvriers, actifs ou pas, d'une même ville ont plus d'intérêts communs que les ouvriers d'une même profession habitant des villes éloignées. Cette « proximité » d'intérêts peut se révéler dans l'apparition d'une « commune ouvrière » en voie d'organisation.

Dans le mouvement des chômeurs, on sentait bien que deux options principales s'opposaient à propos de son organisation. Des militants et chômeurs appartenant à des syndicats ou à des associations ayant une structure nationale (verticale) n'étaient pas les plus chauds dans la défense d'une « Maison ». D'autres, qui poussaient jusqu'au bout la logique de l'autonomie locale du mouvement, n'avaient pas comme soucis premier de s'inscrire dans des « consignes » d'une instance nationale ou fédérale (plus ou moins réelle). Les acteurs, eux-mêmes, devaient avoir la maîtrise de tous les aspects de leur action (stratégie, tactique, mots d'ordre, mandats, expression, ...). Ils ressentaient donc le besoin d'un lieu propre pour, en toute indépendance, s'auto-organiser. Cette nécessité d'un tel lieu était tellement urgente qu'ils l'ont saisi et c'était tout à fait légitime.

On retrouve ainsi le clivage des origines posé lors de la constitution de la CGT en 1895 : l'opposition entre la Fédération des Syndicats et Groupes corporatifs ouvriers (verticaux et marxistes) et la Fédération des Bourses du Travail (horizontale, anarchiste et anarcho-syndicaliste). La CNT ne peut être que sidérée par un retour d'actualité aussi vivace de cette « fracture organisationnelle ouvrière ». Et, bien sûr, la CNT est à fond pour le deuxième terme : la Bourse. Elle jubile, car par son engagement dans le mouvement des chômeurs, son action quotidienne a permis d'exhumer, par delà les générations militantes bureaucratiques, l'idéal de Pelloutier qui disait des Bourses : « oeuvres d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres ».

A NANCY, POUR LE CHAT, PLUS QUE JAMAIS C'EST « LA BOURSE OU LA VIE ! »



La préfecture sait aussi envoyer plus de 100 policiers en plein hiver pour nous déloger de la Maison rue Schmitt le 07 février 1998 à 6h00 du matin par -7°C dehors.

Divers

- Le n° 2 des Temps Maudits, revue théorique de la CNT, vient de sortir. Si cela vous intéresse prenez contact avec la CNT Nancy.
- Le Combat Syndicaliste, mensuel de la CNT, est en vente 10 F. Offre d'un abonnement gratuit de 3 mois. Contactez les mêmes (adresse dans l'en-tête du journal ou au 96, rue Saint Dizier).
- 21 mars : fête de Ras-le-Front au Forum ; Haut du Lièvre.
- Le 4 avril, manifestation ou rassemblement de soutien pour Mumia Abu Jamal, prisonnier politique condamné à mort aux Etats-Unis.

Adresse nationale

33, rue des Vignoles
75020 Paris
INTERNET :
<http://www.altern.com/cnt>
E.MAIL :
cnt@altern.org